

QUESTION DE SYNTHESE

Il est demandé au candidat

1. de conduire le travail préparatoire qui fournit des éléments devant être utilisés dans la synthèse.

2. de répondre à la question de synthèse:

- par une argumentation assortie d'une réflexion critique, répondant à la problématique donnée dans l'intitulé,

- en faisant appel à ses connaissances personnelles,

- en composant une introduction, un développement, une conclusion pour une longueur de l'ordre de trois pages.

Ces deux parties sont d'égale importance pour la notation. Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

THEME : Croissance et chômage

1 – TRAVAIL PREPARATOIRE

Q1 – En utilisant les données chiffrées du document 1 (a+b), établissez dans un premier temps la relation entre la variation du PIB et celle de l'emploi puis entre celle de l'emploi et celle du chômage (2 pts).

Q2 – Comment expliquez-vous que la croissance du PIB se traduise par une baisse du chômage ? (1 pt)

Q3 – En utilisant correctement les chiffres en gras du document 2, montrez que la relation entre la croissance du PIB et celle de l'emploi est limitée ? (1 pt)

Q4 – A l'aide des données du document 2, expliquez la croissance des emplois en France depuis 1949 (1 pt).

Q5 – A l'aide du document 2 et du document 3, expliquez pourquoi la croissance des emplois peut être insuffisante pour diminuer le chômage (2 pts)

Q6 – A quels types de chômage fait référence la phrase soulignée du document 4 ? (1 pt)

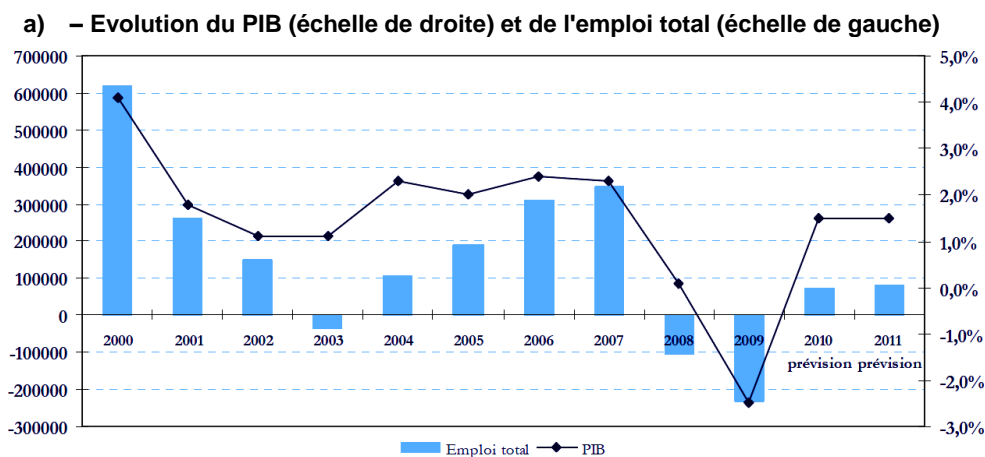
Q7 – Quels sont les obstacles qui peuvent créer des tensions entre l'offre d'emplois et la demande d'emplois ? (2 pts).

2 – QUESTION DE SYNTHESE

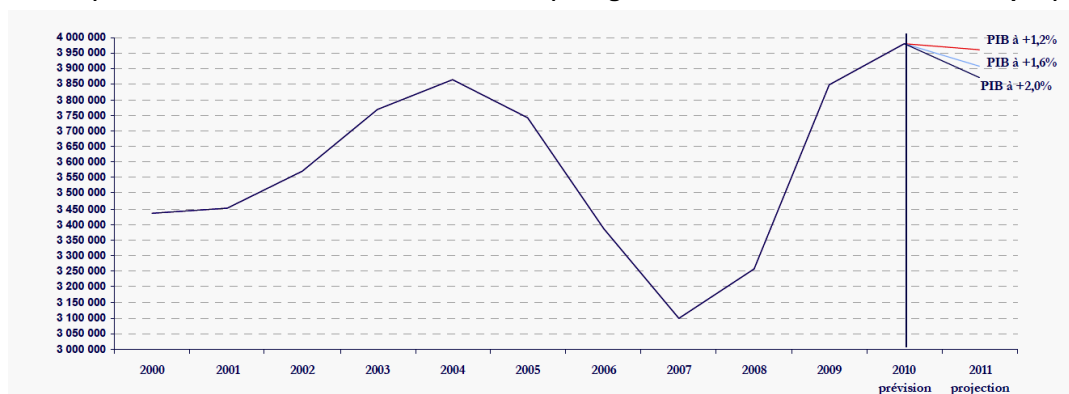
Après avoir expliqué comment la croissance du PIB permet de réduire le chômage, vous montrerez les limites de cette relation.

3 – DOCUMENTS

Document 1 : Croissance du PIB, emploi et chômage en France (2000-2011)



b) – Evolution du nombre de chômeurs (Catégorie A, B, C des demandeurs d'emploi)



(Source : Insee 2010)

Document 2 :

PIB, productivité du travail, emploi, population active (Taux de variation annuel moyen en %) et taux de chômage (en % des actifs) en France

	1949-1974	1975-1984	1985-2010
PIB	5,4	2,2	1,6
Productivité horaire	5,7	3,2	1,8
Durée annuelle du travail	- 0,8	- 1,1	- 0,7
Emploi	0,5	0,1	0,5
Population active	0,5	0,7	0,7
Taux de chômage moyen	2,5	6,0	9,0

(Source Insee 2011)

Document 3 :

Tous les indicateurs sont dans le rouge. La hausse du chômage n'épargne aucune tranche d'âge. Le chômage de longue durée est plus que jamais installé : le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis douze mois et plus est en hausse de 0,8 % sur un mois et de 9,7 % sur un an. La durée moyenne d'inscription continue d'augmenter (254 jours, contre 222 un an plus tôt).

Même si elles ont été plus importantes que prévu en ce début d'année, les créations d'emplois n'ont pas été suffisantes pour enrayer le chômage. Cela tient aussi à l'augmentation de la population active. « *Lorsque le marché de l'emploi se dégrade fortement, la population active peut baisser, car un certain nombre de gens renoncent à chercher un emploi*, explique M. Caffet. *Inversement, quand le marché du travail est en phase d'amélioration, il y a afflux de population active. C'est pour une part ce qui s'est passé jusqu'à présent, mais avec des créations d'emplois insuffisantes pour absorber cet afflux.* » Selon l'Insee, le nombre des actifs progressera de 153 000 cette année, au lieu des 100 000 prévus. Le ministère du travail souligne notamment un surplus d'entrées de jeunes, qu'il dit ne pas s'expliquer à ce stade. « *On assiste aussi aux premiers effets de la réforme des retraites* », ajoute Mathieu Plane. L'allongement de la durée de cotisation nécessaire pour partir en retraite à taux plein conduit à un surplus de personnes actives. « *Cela va être de l'ordre de + 50 000 par an* », souligne M. Plane.

(Source : Philippe Le Cœur, *Le Monde*, 26 août 2011)

Document 4 :

La mise en correspondance des personnes à la recherche d'un emploi et des entreprises à la recherche de travail est caractérisée par des frictions très importantes, qui tiennent aux qualifications, à la qualité des emplois offerts, à leur localisation, et plus structurellement au fait que la décision d'accepter une offre d'emploi, comme celle de recruter un candidat, est toujours de part et d'autre un pari : pari de l'entreprise sur les qualités du candidat, et du candidat sur celles de l'entreprise. [...] Son bon fonctionnement dépend d'une série de facteurs qu'on a coutume de regrouper sous l'appellation d'institutions du marché du travail : nature des contrats, coûts d'embauche et de séparation, déterminants de la mobilité, efficacité du processus d'appariement ⁽¹⁾ entre offreurs et demandeurs d'emplois. [...] Parmi les pays européens, la France enregistre à une exception près les plus faibles taux de perte d'emploi et les plus faibles taux de sortie du chômage. Elle se présente donc comme l'autre extrême par rapport aux Etats-Unis : c'est un pays où le marché du travail est très peu liquide parce qu'il est difficile de sortir du chômage et qu'après avoir accédé à un emploi permanent, on a de bonnes chances de le conserver.

(Source : J. PISANI-FERRY, *Plein emploi*, Conseil d'Analyse Économique, La Documentation française, 2000)

Processus d'appariement ⁽¹⁾ = mise en relation

1 – TRAVAIL PREPARATOIRE

Q1 –

- La croissance du PIB s'accompagne, en général d'une création d'emplois. Ainsi, en France, entre 2003 et 2007, la hausse de la croissance du PIB (il a augmenté de 1% en 2003 et de plus de 2% entre 2004 et en 2007) s'est traduite par une hausse de la création d'emplois (200 000 en 2003, 350 000 en 2007) ;
- La croissance des emplois se traduit, en général, par une baisse du chômage. Ainsi, en France, on observe que la création d'emplois entre 2004 et 2007 (950 000 emplois créés durant la période) se traduit par une baisse du nombre de demandeurs d'emplois qui passe de 3,85 millions en 2004 à 3,1 millions en 2007, soit 750 000 chômeurs de moins.

Q2 – Si le niveau de productivité et si la durée annuelle du travail ne change pas, toute augmentation de la production nécessite l'embauche de travailleurs supplémentaires dont une partie sera puisée dans le stock de chômeurs. L'augmentation de la production va donc diminuer le nombre de chômeurs. La croissance extensive est obtenue par une augmentation proportionnelle du nombre de travailleurs.

Q3 – Il n'y a pas de proportionnalité entre la croissance du PIB et la croissance des emplois. En France, entre 1949 et 1974, le PIB a augmenté de 5,4% par an en moyenne ce qui n'a provoqué qu'une hausse de l'emploi de 0,5% par an en moyenne. A cette époque, la croissance était « pauvre en emploi ». De 1985 à 2010, le PIB n'augmente que de 1,6% par an en moyenne ce qui n'a pas empêché l'emploi de croître de 0,5% par an en moyenne, soit le même rythme que pendant les Trente glorieuses. La croissance est devenue « riche en emplois ».

Q4 – La croissance de l'emploi suppose que l'augmentation de la demande et du PIB soit supérieure à celle de la productivité par tête c'est-à-dire à la valeur ajoutée que réalise un travailleur en un an. En effet, si la productivité d'un travailleur augmente au même rythme que la production, l'entreprise n'aura pas besoin de créer un emploi puisque la production réalisée par les travailleurs qu'elle emploie suffit pour répondre à la demande. Or, en France, la productivité horaire des travailleurs a toujours augmenté plus vite que le PIB ce qui aurait dû se traduire par moins d'emplois. Entre 1975 et 1985, l'écart entre la hausse de la productivité horaire et la hausse du PIB est de 1 point ce qui aurait dû diminuer l'emploi de 1% chaque année. Seule la baisse de la durée annuelle du travail de 1,1% par an en moyenne a permis une hausse de l'emploi de 0,1% par an en moyenne. Autrement dit, si la durée annuelle du travail n'avait pas baissé suffisamment, il n'y aurait pas eu de création d'emplois en France.

Q5 – La croissance de l'emploi peut ne pas entraîner une baisse du chômage pour plusieurs raisons :

- D'une part, la croissance de l'emploi peut être inférieure à la croissance de la population active. Ainsi, entre 1975 et 1985, l'emploi augmente de 0,1% par an en moyenne alors que la population active, avec l'arrivée des baby-boomers sur le marché du travail, augmente de 0,7% par an en moyenne. Dans ce cas, les nouveaux entrants n'ont pas assez d'emplois pour être tous occupés et le chômage augmente.
- D'autre part, la création de nouveaux emplois fait sortir de l'inactivité des personnes qui ne cherchaient pas d'emplois (des étudiants, des femmes au foyer) mais qui profitent de l'aubaine pour postuler à ces nouveaux emplois. Ils gonflent ainsi la population active et font concurrence aux chômeurs (effet de flexion).

Q6 –

- On parle de chômage structurel lorsqu'il y a inadéquation entre les caractéristiques des emplois disponibles et celles de la main-d'œuvre qui cherche un emploi dans un territoire donné. Le marché du travail est rigide parce que les travailleurs ne sont pas mobiles professionnellement (leur qualification ne leur permet pas de changer de métier) et géographiquement (changer de lieu de travail).
- On parle de chômage frictionnel lorsque le travailleur ne trouve ou ne retrouve pas immédiatement un emploi. Il correspond aux délais d'attente pour trouver un emploi.

Q7 – De nombreux obstacles réglementaires et de formation peuvent créer ces tensions entre l'offre et la demande d'emplois :

- ✓ D'une part, la qualification individuelle des demandeurs d'emplois peut être différente de la qualification des emplois proposés. Le chômage peut donc coexister avec des offres d'emplois non satisfaites.
- ✓ D'autre part, la législation du travail peut être trop protectrice. Elle empêche les entreprises de licencier rapidement et sans coûts les salariés dont elles n'ont plus besoin. Ceci ralentit la migration des travailleurs des secteurs en déclin vers les secteurs innovateurs.
- ✓ De plus, les allocations chômage, si elles sont généreuses, n'incitent pas le salarié à reprendre immédiatement un emploi surtout s'il ne correspond pas à ses exigences en matière de salaire ou de qualification.
- ✓ Enfin, l'accompagnement des chômeurs dans la recherche d'emplois peut être insuffisant. Si l'information sur les offres d'emplois n'est pas transparente, le chômeur peut rater des occasions de retrouver un emploi.

2 – SYNTHÈSE

Introduction :

Amorce = Avec la crise financière, la croissance du PIB a été négative en 2009. Cette récession s'est traduite par un accroissement rapide du chômage (**Doc 1**). Les plans de relance adoptés dans la foulée dans la plupart des pays développés ont permis à la croissance de redémarrer sans que le chômage recule massivement pour autant.

Problématique = La croissance désigne l'augmentation soutenue pendant une période longue d'un indicateur de production en volume (le PIB). Celle-ci nécessite des créations d'emplois plus ou moins importantes qui permettent de diminuer le chômage, c'est-à-dire le nombre de personnes n'occupant pas un emploi, à la recherche d'un emploi et disponibles. Peut-on compter sur la seule croissance du PIB pour diminuer le chômage ? N'y-a-t-il pas des limites à la relation croissance-emploi et à la relation emploi-chômage ?

Annnonce du plan = La croissance permet des créations d'emploi et donc une baisse du chômage, mais ces créations d'emplois ne sont pas toujours suffisantes pour réduire fortement le chômage.

1 – LA CROISSANCE DE LA PRODUCTION PERMET DE REDUIRE LE CHÔMAGE...

A – UNE CORRELATION QUI SEMBLE ETABLIE

Phrase introductive = De nombreux économistes et hommes politiques sont persuadés qu'un retour à la croissance du PIB permettra de créer des emplois et de diminuer le chômage. En 2011, les Etats-Unis, avec une croissance de 3%, ont créé 1,9 million d'emploi et fait reculer le taux de chômage d'un point. Observe-t-on la même relation en France ?

- ✓ *La croissance du PIB s'accompagne, en général d'une création d'emplois.* Ainsi, en France, entre 2003 et 2007, la hausse de la croissance du PIB (il a augmenté de 1% en 2003 et de plus de 2% entre 2004 et en 2007) s'est traduite par une hausse de la création d'emplois (200 000 en 2003, 350 000 en 2007) (**Q1, Doc 1**)
- ✓ *La croissance des emplois se traduit, en général, par une baisse du chômage.* Ainsi, en France, on observe que la création d'emplois entre 2004 et 2007 se traduit par une baisse du nombre de demandeurs d'emplois qui passe de 3,85 millions en 2004 à 3,1 millions en 2007 (**Q1, Doc 1**)

B – ET QUI S'EXPLIQUE PAR LES EFFETS DIRECTS ET INDIRECTS DE LA CROISSANCE SUR L'EMPLOI

Phrase introductive = Les économistes néo-classiques insistent sur le rôle de l'offre dans la croissance du PIB et des emplois alors que les économistes keynésiens mettent en avant le rôle de la demande.

- ✓ *Du côté de l'offre : L'emploi est facteur de production nécessaire à la croissance.* Si le niveau de productivité et si la durée annuelle du travail ne change pas, toute augmentation de la production nécessite l'embauche de travailleurs supplémentaires dont une partie sera puisée dans le stock de chômeurs. L'augmentation de la production va donc diminuer le nombre de chômeurs. La croissance extensive est obtenue par une augmentation proportionnelle du nombre de travailleurs (**Q2, Doc 2**)
- ✓ *Du côté de la demande : le niveau de l'emploi dépend du niveau de la demande effective.* Si la demande prévue par les entrepreneurs est insuffisante, le niveau de production et le niveau de l'emploi seront insuffisants pour atteindre le plein-emploi. D'où l'apparition d'un chômage conjoncturel qui s'ajoute au chômage structurel comme le montre la récession de 2008-2009 qui s'est traduite par une hausse de près d'un tiers du nombre de demandeurs d'emplois (**Doc 1**).
- ✓ *D'où un cercle vertueux :* une hausse de la production génère des emplois et diminue le nombre de chômeurs. Des salaires supplémentaires sont distribués qui vont susciter un flux de consommation et des investissements qui vont accentuer la croissance (Mécanisme du multiplicateur keynésien).

Conclusion partielle = Si la croissance permet de créer des emplois et de diminuer le chômage, il faut absolument la soutenir. Les libéraux proposent de diminuer le coût du travail pour donner les moyens aux entreprises d'investir et d'accroître l'offre. Les keynésiens préconisent l'augmentation des dépenses publiques, en particulier des investissements publics, pour relancer la demande. Pourtant, ces solutions adoptées après la récession de 2008-2009 ne semblent pas donner de résultats satisfaisants. Comment l'expliquer ?

2 – ...SI CERTAINES CONDITIONS SONT REMPLIES

A – LA CROISSANCE DOIT ÊTRE RICHE EN EMPLOIS

Phrase introductive = Il n'y a pas de proportionnalité entre la croissance du PIB et la croissance des emplois. En France, entre 1949 et 1974, le PIB a augmenté de 5,4% par an en moyenne ce qui n'a provoqué qu'une hausse de l'emploi de 0,5% par an en moyenne. A cette époque, la croissance était « pauvre en emploi ». De 1985 à 2010, le PIB n'augmente que de 1,6% par an en moyenne ce qui n'a pas empêché l'emploi de croître de 0,5% par an en moyenne, soit le même rythme que pendant les Trente glorieuses. La croissance est devenue « riche en emplois » (**Q3, Doc 1 et 2**). Quelles sont les conditions pour qu'elle le soit ?

- ✓ *La croissance doit être supérieure à la productivité par tête pour qu'il y ait création d'emploi.* La croissance de l'emploi suppose que l'augmentation de la demande et du PIB soit supérieure à celle de la productivité par tête c'est-à-dire à la valeur ajoutée que réalise un travailleur en un an. En effet, si la productivité d'un travailleur augmente au même rythme que la production, l'entreprise n'aura pas besoin de créer un emploi puisque la production réalisée par les travailleurs qu'elle emploie suffit pour répondre à la demande. Or, en France, la productivité horaire des travailleurs a toujours augmenté plus vite que le PIB ce qui aurait dû se traduire par moins d'emplois. Entre 1975 et 1985, l'écart entre la hausse de la productivité horaire et la hausse du PIB est de 1 point ce qui aurait dû diminuer l'emploi de 1% chaque année (**Q4, Doc 2**).
- ✓ *La baisse de la durée du travail doit être supérieure aux gains de productivité horaire.* Seule la baisse de la durée annuelle du travail de 1,1% par an en moyenne entre 1975 et 1985 a permis une hausse de l'emploi de 0,1% par an en moyenne. Il en est de même pour la période 1985-2010. Seule la baisse de 0,7% par an en moyenne de la durée du travail a permis une hausse des emplois de 0,5% par an en moyenne. Autrement dit, si la durée annuelle du travail n'avait pas baissé suffisamment, il n'y aurait pas eu de création d'emplois en France (**Q4, Doc 2**)

B – LES EMPLOIS CRES DOIVENT ETRE ADAPTES A LA POPULATION ACTIVE

Phrase introductive = La création d'emplois ne suffit pas pour faire disparaître le chômage. De nombreux obstacles limitent la relation entre la croissance de l'emploi et la réduction du chômage qui n'est pas seulement conjoncturel.

- ✓ *La création d'emplois doit être supérieure à celle de la population active.* Ainsi, entre 1975 et 1985, l'emploi augmente de 0,1% par an en moyenne alors que la population active, avec l'arrivée des baby-boomers sur le marché du travail, augmente de 0,7% par an en moyenne. Dans ce cas, les nouveaux entrants n'ont pas eu assez d'emplois pour être tous occupés et le chômage a augmenté. (**Q5, Doc 2**).
- ✓ *La création d'emplois ne doit pas inciter les inactifs à sortir de la « réserve ».* En effet, la création de nouveaux emplois peut faire sortir de l'inactivité des personnes qui ne cherchaient pas d'emplois (des étudiants, des femmes au foyer) mais qui profitent de l'aubaine pour postuler à ces nouveaux emplois. Ils gonflent ainsi la population active et font concurrence aux chômeurs (effet de flexion) (**Q5, Doc 3**)
- ✓ *Les emplois créés doivent correspondre à la qualification des chômeurs.* la qualification individuelle des demandeurs d'emplois peut être différente de la qualification des emplois proposés. Le chômage peut donc coexister avec des offres d'emplois non satisfaites. On parle de chômage structurel lorsqu'il y a inadéquation entre les caractéristiques des emplois disponibles et celles de la main-d'œuvre qui cherche un emploi dans un territoire donné (**Q6, Q7, Doc 4**).
- ✓ *Le marché du travail doit être flexible selon les libéraux pour inciter les chômeurs à retourner dans l'emploi.* D'une part, la législation du travail peut être trop protectrice. Elle empêche les entreprises de licencier rapidement et sans coûts les

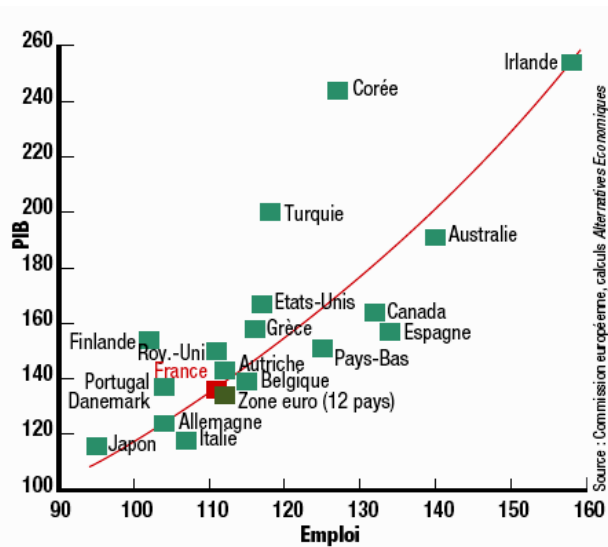
salariés dont elles n'ont plus besoin. Ceci ralentit la migration des travailleurs des secteurs en déclin vers les secteurs innovateurs. D'autre part, les allocations chômage, si elles sont généreuses, n'incitent pas le salarié à reprendre immédiatement un emploi surtout s'il ne correspond pas à ses exigences en matière de salaire ou de qualification. Enfin, l'accompagnement des chômeurs dans la recherche d'emplois peut être insuffisant. Si l'information sur les offres d'emplois n'est pas transparente, le chômeur peut rater des occasions de retrouver un emploi (**Q7, Doc 4**). Tout ceci peut accroître le chômage frictionnel car il augmente les délais d'attente pour retrouver un emploi (**Q6, Doc 4**).

Conclusion :

Rappel de la démonstration = La croissance économique est donc nécessaire pour créer des emplois et réduire le chômage, mais elle est insuffisante. En effet, d'autres mécanismes sont à l'œuvre et à prendre en compte (gains de productivité, degré de flexibilité, qualification des chômeurs,...).

Ouverture = Ce débat sur le rôle de la croissance n'est pas nouveau : les 35H partaient du constat que la croissance était insuffisante à la fin des années 1990 tandis que l'actuel président de la République mettait en avant la nécessité de « travailler plus pour gagner plus » et dégager de la croissance. Il risque de réapparaître à la sortie de la crise actuelle si l'emploi n'est pas au rendez vous.

Emploi et PIB en 2010, base 100 en 1991



Source : Commission européenne, calculs Alternatives Economiques